

Gouvernement du Canada

LA VERSION PRONONCÉE FAIT FOI

Exposé de la position canadienne

présenté par

**L'honorable Christine S. Stewart, C.P., députée
Ministre de l'Environnement du Canada**

**Buenos Aires, Argentine
Le 12 novembre 1998**

Canada

Notre rencontre ici à Buenos Aires constitue la première occasion que tous les ministres de l'Environnement des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont de débattre du programme sur les changements climatiques de l'après-Kyoto.

L'an dernier à Kyoto, nous avons travaillé avec acharnement afin de fixer des cibles de réduction des gaz à effet de serre pour les pays de l'annexe 1. Le Canada entend remplir les engagements pris à Kyoto en grande partie par des mesures prises sur son territoire. Agir chez nous profite à notre environnement, à la santé de notre population et à notre économie.

Mais les mesures prises au niveau international sont également importantes. Il faut que les travaux inachevés de Kyoto soient complétés si nous voulons que ce protocole entre en vigueur. Le Canada est déterminé à fixer les détails des mécanismes internationaux de manière à aider les pays industrialisés à atteindre leurs objectifs dans la justice et la souplesse, et à appuyer le développement durable général des pays en développement.

Cette conférence sera un succès si nous en sortons avec une approche claire et un échéancier précis sur les mécanismes de Kyoto. Nous voulons que tous les mécanismes progressent parallèlement.

Mes expériences professionnelles personnelles dans le domaine du développement international m'incitent à penser que le Mécanisme de développement propre a beaucoup de potentiel. C'est avec plaisir que je prends connaissance des travaux effectués par l'Ouganda, le Honduras et d'autres membres du G77 que nous font part de leur point de vue.

J'ai coprésidé en septembre avec le Brésil et l'Argentine, un forum ministériel sur le Mécanisme de développement propre (MDP). Les discussions ouvertes qui se sont tenues durant ce forum m'ont réjouie, de même que la décision qu'à prise le groupe de travailler avec toutes les Parties pour mettre en place le MDP d'ici l'an 2000.

Mes chers collègues, le Mécanisme de développement propre est un mécanisme où tout le monde gagne. Premièrement, l'environnement y gagne. Le développement durable dans les pays en développement y gagne aussi, ainsi que les pays industrialisés. Il nous aidera également à atteindre les cibles que nous nous sommes données à Kyoto.

Exécuté correctement, le MDP aboutira à une augmentation de la coopération en matière de nouvelles technologies au niveau mondial. Le développement et l'utilisation de la technologie est un élément clé dans les efforts que le Canada déploie au chapitre des changements climatiques. Nous sommes heureux des activités qui ont été élaborées ici et nous avons hâte de travailler avec les autres parties sur cette question d'importance.

Le Canada reconnaît que les problèmes environnementaux qui se posent à eux inquiètent de nombreux pays en développement. Les changements climatiques les inquiètent tout particulièrement et ils passent à l'action. Nous savons qu'une réponse mondiale à cette question de même qu'un engagement de toute la planète sont nécessaires. Le Canada s'efforcera avec la communauté mondiale d'atteindre ces buts. Il apprécie à cet égard le leadership que l'Argentine et d'autres pays ont manifesté afin de limiter leurs émissions.

Il faut que nous reconnaissions les différences qui existent entre les différents pays au chapitre des émissions et des capacités de chacun à contribuer aux solutions. Certains pays ne figurant pas à l'Annexe 1 veulent agir de suite et cherchent actuellement une troisième voie. J'encourage et j'appuie la tenue d'un dialogue informel continu tant sur les questions et les concepts techniques que sur un vaste éventail de choix possibles.

Parallèlement, le Canada poursuivra, dans les réunions intersessions et lors de la prochaine Conférence des Parties, son travail visant l'inclusion des pièges anthropiques appropriés, notamment les pratiques forestières et agricoles ainsi que les sols. Nous élaborons actuellement les bases de données et les connaissances scientifiques pertinentes sur ces pièges.

Il est impératif que nous progressions si nous voulons atténuer les pires effets des changements climatiques. Ceux-ci sont à nos portes. Au Canada, durant l'année qui s'est écoulée depuis Kyoto, de nombreuses régions ont connu l'été le plus chaud de leurs annales. Nous avons vu d'étranges événements météorologiques influencer la production agricole et accélérer la fonte de la calotte glaciaire et des glaciers. Notre nord si fragile a connu d'importants incendies de forêt et, en janvier dernier, une tempête de verglas terrible a privé de chauffage et de lumière des centaines de milliers de Canadiens et de Canadiennes jusque pendant trois semaines de temps.

Ces événements nous ont sensibilisés davantage à la vulnérabilité de notre écosystème et à la nécessité d'adopter des mesures d'adaptation. Bien que les expériences du Canada soient différentes de celles de pays en développement, il n'en demeure pas moins que le Canada désire travailler avec tous les pays ainsi que les organisations internationales afin de trouver des solutions aux urgentes questions du développement durable et des mesures d'adaptation.

Le Canada est passé à l'action sur son territoire. Immédiatement après Kyoto, le Premier ministre du Canada a rencontré les premiers ministres de toutes les provinces et des territoires du pays. Ils ont confirmé que les changements climatiques constituaient pour eux un problème planétaire important et que le Canada devait contribuer à le résoudre.

Mon collègue l'honorable Ralph Goodale, ministre des Ressources naturelles du Canada et moi-même travaillons avec environ 450 experts canadiens qui représentent l'éventail complet des intervenants de notre pays. Ils nous conseillent sur les meilleures mesures à prendre pour réduire de manière significative les émissions de gaz à effet de serre.

En février, le gouvernement du Canada a lancé le Fonds d'action sur les changements climatiques, un programme triennal de 150 millions de dollars qui constitue le premier pas vers notre objectif de réduction de 6%. Le nouveau fonds d'action nous mène à des actions rapides visant à réduire les émissions notamment dans le domaine des nouvelles technologies.

Le gouvernement lui-même connaît des réussites de taille en matière de réduction d'émissions dans son propre fonctionnement. De nombreux Canadiens et Canadiennes font également leur part. Des entreprises comme TransAlta et Suncor, pour n'en nommer que trois, réalisent des réductions d'émissions rapidement et à long terme dans leur fonctionnement. Les gouvernements fédéral et provinciaux se sont engagés à fournir des crédits pour action rapide aux entreprises canadiennes prenant des mesures immédiates.

Au niveau local, les Canadiens participent activement à faire diminuer les émissions de gaz à effet de serre dans le contexte d'efforts qu'ils déploient pour améliorer la propreté et la salubrité de leur environnement immédiat. Le Club des 20 pour cent compte maintenant plus de 60 membres, toutes des municipalités qui se sont engagées à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici 2005. Nous avons créé par ailleurs un Bureau de l'efficacité énergétique qui fournit aux Canadiens les renseignements pratiques dont ils ont besoin pour prendre des mesures directes chez eux, au travail et sur la route.

Nous voulons que notre planète utilise son énergie de manière intelligente et efficace et qu'elle gère son environnement pour les générations à venir puissent en jouir également. Mes enfants et mes petits enfants, de même que les vôtres, dépendent de nos efforts et notre engagement. Ne trahissons pas leur confiance.

Merci.